

4° Adapter en conséquence les mesures de prévention en vue d'éviter tout nouveau dépassement ;  
 5° Procéder aux vérifications initiales prévues aux articles **R. 4451-40** et **R. 4451-44** afin de s'assurer de l'efficacité des mesures de prévention qu'il a mises en œuvre, ou lorsque la situation concerne un moyen de transport utilisé lors d'opération d'acheminement de matière radioactive, aux vérifications prévues au 1° et, le cas échéant, du 2° du I de l'article **R. 4451-44**.

II.-L'employeur informe le comité social et économique ainsi que l'agent de contrôle de l'inspection du travail mentionné à l'article **L. 8112-1** et, selon le cas, l'Autorité de sûreté nucléaire ou le délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les installations et activités intéressant la défense, en précisant les causes présumées, les circonstances et les mesures envisagées pour éviter le renouvellement de ce dépassement.

R. 4451-81

Décret n°2018-437 du 4 juin 2018 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le travailleur concerné par le dépassement d'une des valeurs limites fixées aux articles **R. 4451-6**, **R. 4451-7** et **R. 4451-8** bénéficie, pendant les douze mois suivants le constat de ce dépassement, du suivi de l'état de santé applicable aux travailleurs classés en catégorie A.

## Section 10 : Suivi de l'état de santé des travailleurs

### Sous-section 1 : Modalités spécifiques du suivi individuel renforcé

R. 4451-82

Décret n°2018-437 du 4 juin 2018 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le suivi individuel renforcé des travailleurs classés au sens de l'article **R. 4451-57** ou des travailleurs faisant l'objet d'un suivi individuel de l'exposition au radon prévu à l'article **R. 4451-65** est assuré dans les conditions prévues aux articles **R. 4624-22** à **R. 4624-28**.

Pour un travailleur classé en catégorie A, la visite médicale mentionnée à l'article **R. 4624-28** est renouvelée chaque année. La visite intermédiaire mentionnée au même article n'est pas requise.

R. 4451-83

Décret n°2022-1434 du 15 novembre 2022 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-Le dossier médical en santé au travail mentionné à l'article **L. 4624-8** de chaque travailleur est complété par :  
 1° L'évaluation individuelle de l'exposition aux rayonnements ionisants transmise par l'employeur au titre de l'article **R. 4451-53** ;

2° Les résultats du suivi dosimétrique individuel, ainsi que la dose efficace ;

3° Le cas échéant, les expositions ayant conduit à un dépassement des valeurs limites fixées aux articles **R. 4451-6**, **R. 4451-7** et **R. 4451-8** ainsi que la dose reçue au cours de ces expositions ;

4° Les résultats des examens complémentaires prescrits par le médecin du travail dans les conditions prévues aux articles **R. 4624-35** à **R. 4624-38**.

II.-Le dossier médical en santé au travail de chaque travailleur est conservé jusqu'au moment où il a ou aurait atteint l'âge de soixante-quinze ans et, en tout état de cause, pendant une période d'au moins cinquante ans à compter de la fin de l'activité professionnelle impliquant une exposition aux rayonnements ionisants.

R. 4451-84

Décret n°2023-489 du 21 juin 2023 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.- Le médecin du travail peut se faire communiquer les résultats des vérifications prévues à la section 6 du présent chapitre qu'il juge nécessaires pour apprécier l'état de santé des travailleurs.